



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 34 – Du 10 au 16 septembre 2021

En bref

Bangladesh : Les investisseurs étrangers en retrait sur la Bourse de Dhaka au terme de l'exercice 2020/21. Recul des transferts de migrants sur les deux premiers mois de l'exercice 2021/22. Progression de 14% des dépôts bancaires sur l'exercice 2020/21.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Fléchissement de l'indice des prix à la consommation au mois d'août. L'inflation des prix de gros grimpe à 11,4% en août. L'indice de production industrielle augmente de 11,5% en juillet. La CNUCED prévoit une croissance économique de l'Inde en 2021 à 7,2%. *Politique monétaire, secteur bancaire et financier :* La ministre des Finances annonce 3,6 Mds EUR de garanties gouvernementales pour la future structure de défaillance. Achat de 7,2 Mds USD par la Banque centrale en juillet 2021. *Finances publiques :* Report de la date limite pour la déclaration de revenus au 31 décembre 2022. Deux offres transmises au gouvernement pour la reprise d'*Air India*. *Autres informations :* Recommandation parlementaire de signer des accords de libre-échange avec les États-Unis et l'UE pour aider les exportateurs nationaux. Le gouvernement approuve un plan d'aide au secteur des télécommunications.

Népal : Deux financements de la Banque mondiale de 50 M USD chacun pour développer les secteurs de l'éducation et de la santé. Le ministre des Finances maintient sa prévision de croissance de 7% pour l'exercice budgétaire en cours.

Pakistan : La Banque centrale du Pakistan est intervenue à hauteur de 1,2 Md USD au cours des trois derniers mois pour soutenir le cours de la roupie (PKR). Le Pakistan sollicite un rééchelonnement des échéances de contrat noués dans le cadre du *China Pakistan Economic Corridor* (CPEC). Le transporteur national va bénéficier d'une aide gouvernementale afin de relancer son activité.

Sri Lanka : Rebond de la croissance du PIB au T2 2021. Dégradation du commerce extérieur en juillet. Hausse des réserves de change de la Banque centrale en août.

Bangladesh

Les investisseurs étrangers en retrait sur la Bourse de Dhaka au terme de l'exercice 2020/21

En dépit des importantes réformes mises en place depuis janvier 2020 par le régulateur BSEC pour davantage réguler les activités des deux bourses de valeur de Dhaka (DSE) et Chittagong (CSE), les investisseurs étrangers ont clôturé l'exercice 2020/21 avec un retrait net de 18,7 Mds BDT (180 MEUR) sur le DSE, contre un flux positif net de 23,5 Mds BDT (246 MEUR) en 2019/20. Dans le même temps, le volume des transactions (84,3 Mds BDT) a chuté de 13% en un an. Les flux se sont progressivement taris depuis 5 ans, après un record d'investissements de 38,8 Mds TK (388 M EUR) en 2016/17.

La mise en place en mars 2020 d'un prix plancher (*Floor mechanism*) pour enrayer la chute brutale des cours en pleine pandémie a certainement contribué au mouvement. Fin juin 2021, les investisseurs étrangers ne détiennent plus que 4,4% du capital des entreprises cotées au DSE, soit environ 2 Mds USD. Leur participation n'a cependant jamais dépassé 6,8% de la capitalisation depuis 2015.

La bonne tenue du Taka vis-à-vis du dollar américain, et l'importance des réserves de change (48,4 Mds USD fin août 2021) devraient néanmoins permettre de faire revenir les investisseurs sur la place de Dhaka. Dans l'objectif d'attirer les investisseurs étrangers, la bourse de Dhaka a inauguré le 1er janvier 2020 un nouvel indice intitulé CDSET (*CNI-DSE Select Index*) regroupant les 40 entreprises ayant la plus grande capitalisation. L'indice est calibré à 1.000 points au 31 décembre 2015. Il se situait à 1235 points au 30 juin 2021, marquant une hausse de 54% sur un an.

La bourse de Dhaka n'est encore que la 44ème plus grande capitalisation boursière au monde, pour une économie située au 41ème rang, et se situe encore loin derrière ses concurrentes asiatiques (Vietnam, Singapour ou Malaisie pour prendre des économies de taille comparable). Sa capitalisation équivalait au 30 juin 2021 à 18,4% du PIB contre 12,3% un an plus tôt.

Recul des transferts de migrants sur les deux premiers mois de l'exercice 2021/22

Les transferts de fonds de la part des expatriés se sont élevés à 3,7 Mds USD sur la période juillet-août 2021 contre 4,6 Mds USD en g.a., marquant ainsi un recul de 19%.

Le tassement est perceptible depuis le mois de mai, qui correspondait à un niveau record de 2,2 Mds USD. Il ne suscite pas d'inquiétude particulière, compte tenu de la remontée des cours mondiaux des hydrocarbures, gage de recettes pour les pays du Golfe qui accueillent l'essentiel des nouveaux départs de migrants, et du niveau élevé des transferts observés ces trois dernières années.

L'exercice 2020/21 s'est clos fin juin avec un nouveau montant record de 24,8 Mds USD (+36%), contre 18,2 Mds USD en 2019/20 (+10,9%) et 16,5 Mds USD en 2018/19.

Selon la *Bangladesh Bank*, les transferts des migrants devraient se maintenir autour de 29 Mds USD en FY2022. Plus de 195 000 nouveaux migrants sont partis de janvier à mai 2021, contre 217 000 durant l'année 2020, et 700 000 en 2019, selon le *Bureau of Manpower, Employment and Training* (BMET).

Progression de 14% des dépôts bancaires sur l'exercice 2020/21

Les dépôts bancaires ont progressé de 13,8% durant l'exercice budgétaire 2020/21 pour atteindre 14 856 Mds BDT (148,6 Mds EUR) fin juin dernier, faisant suite à une hausse de 10,5% en 2019/20. Les prêts bancaires n'augmentent que de 8,4% en g.a., contre près de 9% en 2019/20, représentant 11 550 Mds BDT (115,5 Mds EUR).

Le ratio prêts sur dépôts atteint 71,6% contre 76,2% un an plus tôt, et demeure bien en dessous du plafond légal (87% pour les banques conventionnelles et 92% pour les banques islamiques). Ce recul va de nouveau peser sur les résultats des banques, qui avaient enregistré sur l'année calendaire 2020 une baisse de 31% du bénéfice net (52,8 Mds BDT ou 527 M€).

La chute a été engagée au S1 2021 avec la baisse des intérêts servis sur les dépôts : le niveau pondéré moyen s'élevait à 4,13% en juin dernier

contre 5,06% en juin 2020 selon la banque centrale, à un niveau inférieur à celui de l'inflation. Une grande partie des fonds ont été placés sur la bourse de Dhaka.

Islami Bank Bangladesh (IBBL) a été la 1^{ère} banque prêteuse en 2020/21 (1004 Mds BDT ou 10 Mds EUR), et la banque publique Sonali a réalisé la meilleure collecte avec 1328 Mds BDT.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Fléchissement de l'indice des prix à la consommation au mois d'août

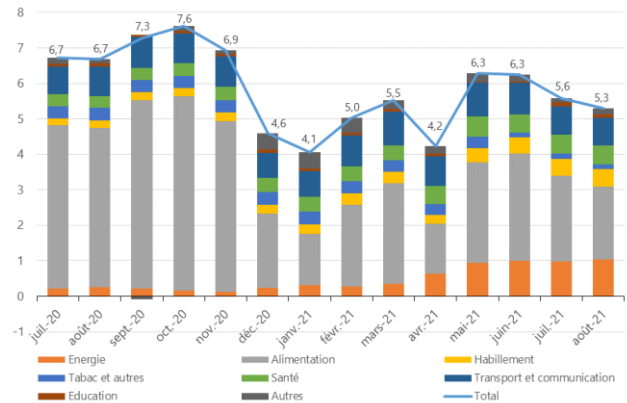
Le taux d'inflation ressort à 5,3% en g.a., largement en-deçà du consensus (5,6%) et du chiffre enregistré en juillet, également de 5,6% en g.a. Les facteurs à l'origine de ce fléchissement paraissent toutefois de nature transitoire, et tiennent principalement au net recul (+3,8% en août en g.a. contre +4,5% en juillet) de la composante volatile des prix alimentaires, dont la pondération dans l'indice est élevée, à 46%. En revanche, l'autre composante volatile, celle des prix des carburants, dont la pondération dans l'indice est nettement plus faible (7%) a enregistré une légère accélération, à +12,9% en g.a. en août, contre 12,4% en g.a. en juillet.

Le fléchissement de l'inflation effective à un niveau nettement en-deçà de la fourchette haute (6%) de la cible d'inflation de la RBI devrait sans doute se poursuivre, en partie parce que les prix des matières premières (*commodities*), affectées par des pressions spéculatives jusqu'à l'été, marquent le pas.

Le prochain Comité de Politique Monétaire de la RBI, prévu en octobre, devrait donc laisser son taux directeur inchangé et maintenir l'orientation accommodante de sa politique monétaire pour stimuler la croissance.

Pour autant, l'inflation sous-jacente (hors prix des composantes alimentaires et des carburants, considérées comme volatiles) reflète bien la rigidité des prix, car elle demeure à 5,8%.

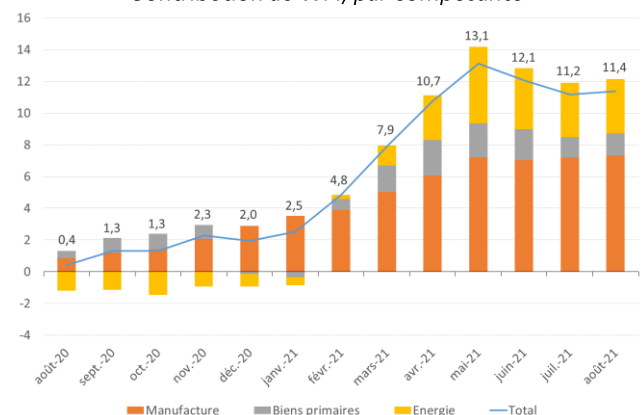
Contribution à l'IPC, par composante



L'inflation des prix de gros grimpe à 11,4% en août

L'inflation des prix de gros, mesurée par l'indice WPI, est passée à 11,4 % en août 2021, contre 11,2 % en juillet 2021. La hausse de l'inflation a été généralisée. Les trois sous-composantes du WPI - biens primaires, énergie et produits manufacturés ont connu une hausse des prix au cours du mois. L'inflation des prix des articles primaires est passée de 5,7 % en juillet 2021 à 6,2 % en août 2021 et celle de l'électricité et du carburant est passée de 26 à 26,1 %. L'indice des prix à la production des produits manufacturés a crû de 23 points de base en août 2021 à 11,4 % contre 11,2 % en juillet 2021.

Contribution au WPI, par composante



L'indice de production industrielle augmente de 11,5% en juillet

La production industrielle, mesurée par l'indice de la production industrielle (IIP), a augmenté de 11,5% en glissement annuel en juillet 2021. Cette

croissance est intervenue après une contraction de 10,5% subie en juillet 2020.

L'exploitation minière (14,4% de l'indice) a augmenté de 19,5% à comparer avec une contraction de 13% en g.a. un an auparavant. La production d'électricité (8% de l'indice) a augmenté de 11,1% contre une chute de 2,5% en g.a. en juillet 2020, synonyme d'une reprise au moins partielle de l'activité. Le secteur manufacturier (76,6% de l'indice) a enregistré une croissance de la production de 10,5% en juillet 2021, contre une baisse de 11,4% un an auparavant. L'amélioration de la performance du secteur manufacturier a été généralisée, 20 des 23 sous-groupes faisant état d'une augmentation de la production.

Par typologie de biens, la production de biens primaires a augmenté de 12,4% et celle de biens intermédiaires de 14,1%. La production de biens d'équipement a augmenté de 29,5% et celle des biens d'infrastructure/de construction de 11,6%. Parmi les biens de consommation, la production de biens durables a augmenté de 20,2%, mais celle de non-durables a diminué de 1,8%. L'indice cumulé d'avril à juillet 2021 a augmenté de 34,1%, contre une baisse de 29,3% enregistrée au cours de la même période il y a un an.

La CNUCED prévoit une croissance économique de l'Inde en 2021 à 7,2%

L'économie indienne devrait croître de 7,2% au cours de l'année civile 2021, selon le Rapport sur le commerce et le développement 2021 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), contre une contraction de 7 % en 2020. La reprise de l'Inde sera bridée par le coût humain et économique de deux vagues consécutives de pandémie de coronavirus et l'impact de l'inflation des prix des denrées alimentaires sur la consommation privée. Compte tenu de ces conditions, la CNUCED a déclaré que l'économie indienne devrait ralentir à 6,7 % de croissance au cours de l'année civile 2022.

Politique monétaire, secteur bancaire et financier

La ministre des Finances annonce 3,6 Mds EUR de garanties gouvernementales pour la future structure de défaillance

Le gouvernement a approuvé cette semaine une proposition visant à fournir une garantie gouvernementale aux futurs titres qui seront émis par la structure de défaillance *National Asset Reconstruction Company* (NARCL) dans le cadre de la résolution des créances douteuses.

La garantie du gouvernement serait de 310 Mds INR (environ 3,6 Mds EUR), pour une durée de cinq ans. Les autorités ont évalué les actifs non-performants à environ 2 000 Mds INR, dont près de la moitié serait transférée auprès de la structure de défaillance (*bad bank*) dans le cadre de la première phase.

Achat de 7,2 Mds USD par la Banque centrale en juillet 2021

La *Reserve Bank of India* (RBI) a effectué des achats nets de devises pour 7,2 Mds USD en juillet 2021, contre des achats nets de 18,6 Mds USD le mois précédent. L'Institution a acheté des devises pour 16,2 Mds USD et vendu pour 9 Mds USD. L'encours des achats nets à terme s'élève à 49 Mds USD en juillet 2021, légèrement inférieur aux achats de 49,6 Mds USD enregistrés en juin 2021.

Finances publiques

Report de la date limite pour la déclaration de revenus au 31 décembre 2022

Le *Central Board of Direct Taxes* (CBDT) a reporté de trois mois au 31 décembre 2021 la date limite de production des déclarations de revenus pour l'année de cotisation 2021/22. La décision a été prise en raison des difficultés que rencontrent les contribuables sur le nouveau portail de l'impôt sur le revenu. De plus, la date limite de dépôt des déclarations de revenus en retard a été reportée d'un mois au 31 janvier 2022.

Deux offres transmises au gouvernement pour la reprise d'*Air India*

La première offre de reprise a été transmise par Tata Sons Ltd., la société holding du groupe, qui contrôle Jaguar Land Rover et détient une participation majoritaire dans AirAsia India tandis que la seconde provient du propriétaire de SpiceJet, Ajay Singh.

Le gouvernement souhaite vendre la totalité de sa participation dans la compagnie aérienne d'État qui subit des pertes depuis 2007, ainsi que la totalité de sa participation dans Air India Express et 50% de sa participation dans Air India SATS Airport Services Private Ltd.

Selon des experts, le processus d'analyse des offres pourrait prendre du temps tout comme le transfert d'actif, et ce, alors que le gouvernement souhaiterait finaliser l'opération avant le terme de l'exercice budgétaire 2021/22.

Autres informations

Recommandation parlementaire de signer des accords de libre-échange avec les États-Unis et l'UE pour aider les exportateurs nationaux

Le Comité parlementaire permanent sur le commerce a recommandé au gouvernement de signer des accords de libre-échange avec les États-Unis et l'Union européenne dans le but d'aider les exportateurs nationaux. Le panel a soumis un rapport au président de la chambre haute du Parlement (*Rajya Sabha*), dans lequel il s'est dit préoccupé par la contraction des exportations indiennes de 2019 à 2020, enregistrant un taux de croissance négatif de (-) 15,7% en 2020. Le comité a estimé que le pays devait intensifier ses efforts de promotion des exportations, élargir ses paniers d'exportation et pénétrer de nouveaux marchés d'exportation pour se remettre de la crise actuelle et augmenter sa part dans les exportations mondiales. Le panel a également suggéré au ministère des Chemins de fer d'entreprendre une étude détaillée sur la raison de la faible part du rail et de déployer des efforts concertés pour augmenter la part du rail dans le trafic de fret.

Le gouvernement approuve un plan d'aide au secteur des télécommunications

Le gouvernement a approuvé un plan d'aide pour le secteur des télécommunications en difficulté financière qui comprend un moratoire de quatre ans sur le paiement des cotisations légales par les entreprises de télécommunications ainsi qu'une augmentation des investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur par voie automatique de 49% à 100%. La définition controversée du revenu brut ajusté a également été remaniée, les revenus non télécoms étant désormais exclus de son champ d'application. Enfin, les redevances au titre des droits de licence (*spectrum dues*) sont également suspendues pour une durée de quatre ans.

Le plan d'aide est susceptible de réduire les revenus non fiscaux du secteur d'environ 140 Mds INR (1,6 Md EUR) pour l'exercice en cours au titre du moratoire et de 320 Mds INR (3,7 Mds EUR) supplémentaires de manque à gagner via les droits de licence.

Népal

Deux financements de la Banque mondiale de 50 M USD chacun pour développer les secteurs de l'éducation et de la santé

Le gouvernement du Népal et la Banque mondiale ont signé deux accords de financement supplémentaires distincts de 50 M USD chacun pour soutenir la mise en œuvre du programme phare du gouvernement pour le développement du secteur scolaire et celui de la santé.

Les accords ont été signés par le secrétaire aux finances, M. Madhu Kumar Marasini au nom du gouvernement du Népal, et le directeur pays de la Banque mondiale pour les Maldives, le Népal et le Sri Lanka, M. Faris Hadad-Zervos.

Le ministre des Finances maintient sa prévision de croissance de 7% pour l'exercice budgétaire en cours

Le ministre des Finances Janardan Sharma a maintenu l'objectif de croissance économique de 7% pour l'exercice budgétaire débuté le 16

juillet dernier. Cette affirmation n'a pas été accompagnée d'annonces supplémentaires. Pour rappel, le gouvernement s'était déjà fixé comme objectif d'atteindre un taux de croissance économique de 7 % pour l'exercice 2020/21. Cet objectif, réduit à 4% compte tenu de la pandémie de coronavirus, ne devrait finalement pas être atteint, les dernières estimations tablant sur une croissance de 2%.

Pakistan

La Banque centrale du Pakistan est intervenue à hauteur de 1,2 Md USD au cours des trois derniers mois pour soutenir le cours de la roupie (PKR)

L'annonce faite par le Gouverneur de la SBP (*State Bank of Pakistan*) des interventions de son institution sur le marché des changes, principalement sur le marché interbancaire, a surpris les milieux financiers. En effet, ces interventions contreviennent à l'une des principales conditions d'obtention du plan de 6,9 Mds USD consenti par le FMI en juillet 2019.

Le montant des interventions entre mi-juin et début septembre s'élève à 1,2 Md USD, avec des séances très tendues marquées par des prises de position journalières de la SBP atteignant jusqu'à 100 MUSD en juillet. Il convient de rappeler que le cours de la roupie (PKR), longtemps surévalué en raison d'une politique monétaire restrictive fondée notamment sur le maintien à 7% du taux de base afin de contenir la poussée de l'inflation, a entamé depuis la mi-juin un glissement qui s'est amplifié au cours des deux dernières semaines. La monnaie pakistanaise s'échangeait ainsi le 16 septembre à 169,70 PKR / USD contre 157,54 PKR/USD au premier juillet. Depuis son plus haut en mai 2021 à 152,27 PKR/USD, la devise pakistanaise aura perdu 11% de sa valeur.

On rappelle enfin que la reconstitution des réserves de la SBP s'est principalement opéré par recours à des Eurobonds assortis de taux élevés compris entre 5,9% et 8,5% pour 1 Md USD levé en juillet ainsi que par l'émission de titres « *Pakistan Naya Certificates* » dotés de très avantageuses conditions fiscales dérogatoires pour les souscripteurs. Les analystes considèrent

que ces tensions sur la devise sont aussi liées à l'explosion du déficit commercial qui a bondi de 120% au cours des deux derniers mois seulement, pour atteindre 7,5 Mds USD.

Le Pakistan sollicite un rééchelonnement des échéances de contrats noués dans le cadre du *China Pakistan Economic Corridor* (CPEC)

La perspective de la tenue de la prochaine réunion de la 10^{ème} session du Comité stratégique du CPEC offre au gouvernement pakistanaise une occasion d'inscrire à l'ordre du jour de cette session les sujets financiers. Initialement fixée au 16 juillet mais annulée par la partie chinoise après l'assassinat de 9 travailleurs chinois sur le site du chantier du port en eaux profondes de Gwadar, elle a finalement été reportée aux 23 et 24 septembre.

La demande pressante de rééchelonnement de la première échéance de 3 Mds USD sur une période de 10 à 12 années est présenté comme un accord gagnant-gagnant. S'ajoute à cette échéance 1,5 Md USD de dividendes attendus par l'investisseur mais qui semble être inclus dans la hausse de 1,5 PKR du KWh au consommateur. Sur la première tranche du CPEC estimée à 25 Mds US, 13 Mds USD ont été déjà engagés pour des projets achevés, tous dans le secteur énergétique, longtemps goulot d'étranglement de l'économie pakistanaise dans les années 2000/2010. Il s'agit de 12 projets dont 3 barrages hydroélectriques, 4 centrales à charbon et 5 turbines à gaz.

Le transporteur national va bénéficier d'une aide gouvernementale afin de relancer son activité

Le Comité de coordination économique (ECNEC) a annoncé vouloir doter le transporteur national PIA (*Pakistan International Airlines*) d'une enveloppe de 260 MUSD afin de faciliter le redressement de la rentabilité de la compagnie, structurellement déficitaire. Le montant sera réparti en deux supports financiers, l'un portant sur 130 M USD (dont 100 M USD pour le cash-flow et 30 M USD pour l'Hôtel Roosevelt de New-York, propriété de PIA tout comme l'Hôtel Scribe à Paris) sous forme d'apport en liquidités pour une trésorerie rendue encore plus exsangue avec la pandémie.

L'autre enveloppe d'un même montant sera constituée au moyen d'emprunts bancaires adossés à des garanties souveraines émises par le ministère des Finances et dédiée au financement en *leasing* de 10 aéronaves (40 M USD), à l'acquisition de courts courriers (17 M USD) et au règlements d'arriérés (23M USD).

Le plan de relance devrait permettre, grâce à une augmentation du plafond des garanties, d'offrir au transporteur national une opportunité pour faire redécoller son chiffre d'affaires et tenter d'atteindre l'équilibre de son compte d'exploitation.

L'intégration récente de deux Airbus A 320 à la flotte portée désormais à 29 appareils, devrait contribuer à la réduction des coûts opérationnels.

Sri Lanka

Rebond de la croissance du PIB au T2 2021

Le PIB de Sri Lanka a augmenté de 12,3% au cours du T2 2021. Cela s'explique par un effet de base découlant de la faible activité au T2 2020, au cours duquel l'économie s'était contractée de 16,4% en raison du confinement généralisé et très strict décidé par le gouvernement pour contenir la pandémie de COVID. Sur la période, la production du secteur agricole a augmenté de 8,1%, celles de l'industrie et des services de 22,1% de 7,5% respectivement. Malgré ce taux de croissance à deux chiffres, le PIB à prix constants du T2 2021 reste encore inférieur de 6% à celui de 2019. En termes nominaux, le PIB au T2 2021 s'est élevé à 3 626 Mds LKR soit 17,9 Mds USD.

Dégradation du commerce extérieur en juillet

Au mois de juillet, le déficit de la balance commerciale a triplé par rapport à juillet 2020 pour atteindre 607 M USD en raison de la hausse

de 32% des importations (1,7 Md USD), alors que les exportations n'ont crû que de 1,2%, impactées par les restrictions aux déplacements imposées dans le cadre de la lutte contre le COVID. Juillet a marqué le cinquième mois consécutif de creusement du déficit commercial. Le déficit commercial cumulé de janvier à juillet 2021 s'est également creusé à 4,9 Mds USD contre 3,47 Mds pour la période correspondante de 2020. La hausse des importations (+30,7%) tirée par la hausse de la facture énergétique (+41%) a été plus forte que celle des exportations (+23,7%), qui malgré leur rebond n'ont pas encore retrouvé leur niveau pré-COVID (en retrait de 2,8% par rapport à 2019).

Hausse des réserves de change de la Banque centrale en août

Après être tombées à leur plus bas historique en juillet (2,8 Mds USD, soit 1,8 mois d'importation) en raison du paiement d'une échéance d'1 Md d'*Eurobonds*, les réserves de change ont augmenté pour atteindre 3,5 Mds USD fin août, soit 2,2 mois d'importation (hors swap de la PBoC qui s'élève à 10 Mds RMB). Cette augmentation s'explique par la conversion de l'allocation de DTS (équivalente à 787 MUSD) du FMI et par celle d'un swap de 150 M USD sur les 200 M USD accordés par la Banque centrale du Bangladesh. Malgré le faible niveau de ses réserves, la Banque centrale est intervenue sur le marché des changes pour stabiliser la LKR avec un niveau de ventes nettes de 275 MUSD au cours du mois d'août.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international